

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT POI

n° 595  
semaine du  
12 au 18 mars  
2020

Site : [infos-ouvrieres.fr](http://infos-ouvrieres.fr) / mail : [informations-ouvrieres@fr.oleane.com](mailto:informations-ouvrieres@fr.oleane.com)



## Coronavirus : des hôpitaux au bord de l'explosion

# Médecins, personnel hospitalier accusent

### Perversion de la démocratie

Bien sûr, il y a une inquiétude. Comment en serait-il autrement lorsqu'il y a risque de maladie pour soi ou pour ses proches ? Mais cette inquiétude va bien au-delà.

Nous dit-on toute la vérité ? Cette question ne concerne pas le corps médical (...).

Elle vise avant tout le président et le gouvernement, leurs officines de propagande, les grands médias et les « experts » qui sévissent tous les jours et toutes les heures en continu. Inquiétude bien légitime puisqu'elle est confirmée par des faits incontestables.

En plein week-end, un Conseil des ministres est convoqué pour faire face à la maladie et il accouche du 49.3, dont on nous dit qu'il sera utilisé pour aider la démocratie !

Depuis des mois, dans les hôpitaux, c'est pour « sauver le système de santé » que sont décidées les pires mesures de destruction dénoncées sans relâche par la quasi-totalité des professions de la santé.

C'est pour « protéger le système » qu'on matraque et qu'on mutilé des femmes, des hommes, des Gilets jaunes et bien entendu des jeunes parfaitement pacifiques dans les rues de Paris.

C'est « pour défendre et renforcer la laïcité » qu'on vise à remettre en cause la loi de 1905 sous prétexte de lutter contre le « communautarisme », devenu maintenant « séparatisme ».

C'est selon les « critères des droits de l'homme » que l'on parque, dans des conditions inhumaines, des hommes et des femmes contraints de fuir leurs pays ravagés par les guerres et les exactions alimentées par les États impérialistes.

Et c'est bien sûr pour « des retraites plus équitables » qu'on veut piller et détruire le système actuel, au grand bénéfice des fonds de pension, Black Rock ou autres (...).

Incapable de convaincre, on utilise tous les artifices de la propagande qu'accompagne une brutalité digne des régimes les plus autoritaires.

En irait-il différemment de l'utilisation de la maladie ?

Les décisions, les mesures, les remises en cause, la brutalité, s'appliquent (...)

Ainsi s'amplifie le sentiment de plus en plus partagé que président et gouvernement sont bien capables d'aller de plus en plus loin.

Et commence à s'ancre l'idée que, pour se défendre, pour se protéger, il faudra bien en finir avec ces mœurs, avec cette perversion de la démocratie que permettent les institutions de la V<sup>e</sup> République.

En un mot : qu'ils dégagent !

### Une politique qui tue déjà des milliers de patients p. 6

**Docteur Jean-Charles Tenève,**  
chef de service hospitalier

**L**e virus est nouveau, il y a et aura toujours de nouveaux virus. Personne ne peut prédire exactement ce que va devenir une épidémie. En revanche, une chose que tout le monde voit, c'est l'utilisation qui en est faite par le pouvoir politique. Le samedi 29 février, le président Macron a convoqué un Conseil des ministres prétendument dédié à l'épidémie. Il en est résulté l'interdiction des rassemblements de plus de 5 000 personnes (1 000 ce soir) dans les lieux confinés et l'utilisation du 49.3 sur la question de la contre-réforme des retraites par points. Cynisme, vous avez dit cynisme ?

Corédacteur et corapporteur de toutes les lois de restrictions budgétaires dans les hôpitaux et de toutes les mesures de désorganisation ainsi que des lois de finances de la Sécurité sociale

depuis 2009, le nouveau ministre, Olivier Véran, prétend organiser la lutte contre le virus. Il porte pourtant lui aussi de lourdes responsabilités. La politique conduite par cet ex-confrère depuis 2009 et qui a mis notre système de soins à genou empêchera une bonne gestion d'un afflux de patients. Par ailleurs cette politique tue déjà des milliers de patients en les laissant dans l'antichambre du système de soins. Des milliers de décès par retard de diagnostic et/ou de prise en charge ou même par absence totale de prise en charge pourraient être évités chaque année. De temps en temps, un de ces décès est médiatisé. Pourtant, c'est tous les jours que ces décès évitables surviennent en France et aucune structure n'est épargnée ! On manque d'études scientifiques pour compter ces décès scandaleux mais aucun médecin ne me contredira sur ce point. On ne peut laisser ces gens-là en place ! ■



# « Le CHU de Nice décide de continuer à fermer des lits et à supprimer des emplois ! »

p. 3

Un communiqué du syndicat CGT de l'hôpital L'Archet-CHU de Nice

« **L**e gouvernement et l'administration ne mettent pas les moyens en œuvre pour que l'hôpital public puisse remplir ses missions et continuent de compter sur les personnels épuisés en déplaçant les heures supplémentaires.

Cette crise devrait aux niveaux national et local pousser nos décideurs à poser un moratoire sur toutes les fermetures de lits et suppressions de personnel envisagées, à revaloriser les salaires pour rendre l'hôpital public attractif et valoriser un personnel qui se donne jusqu'à l'épuisement,

ainsi qu'à compenser la pénibilité des métiers par des départs en retraite anticipée.

Ce matin encore, en CHSCT Ouest, l'administration nous annonce la fermeture de 24 lits et la suppression d'une vingtaine de postes alors que les représentants du personnel alertent sur l'épuisement des professionnels et sur le manque de lits d'hospitalisation, provoquant l'engorgement des urgences et l'orientation des patients vers le privé, le plus souvent lucratif, qui lui aussi commence à être saturé.

Dans un contexte de crise sanitaire liée au

Covid-19, avec un passage en stade 3 qui ne semble plus faire de doute d'ici quelques jours, nous estimons qu'il est irresponsable de la part des décideurs de poursuivre une politique de casse des services publics de santé.

Ils porteront l'entière responsabilité des défauts de prise en charge des patients qui ne manqueront pas d'arriver dans une période où déjà sans crise sanitaire et vu la situation de l'hôpital public, délivrer des soins de qualité en toute sécurité est une gageure. »

Nice, le 9 mars 2020



## 28 mars 2020

### Convention nationale des délégués des comités de résistance et de reconquête

## ■ SEINE-ET-MARNE

# « On arrive à ce moment où ça explose »

Interview de **Marin Guillotin**, responsable de la section FO de la raffinerie de Grandpuits

p. 6

**L** le combat n'est pas fini. On a créé des liens, on est toujours en contact avec des gars de la RATP et diverses branches. Macron n'a pas compris une chose : les gens ne sont pas cons. On ne peut plus leur faire gober n'importe quoi. Certains subissent jusqu'au moment où ça explose. Aujourd'hui, c'est tout le peuple qui veut changer les choses (...).

**Tu vas participer aussi à la convention nationale des délégués du 28 mars ?**

C'est l'histoire de l'humanité au sens large. Se regrouper, construire pour s'armer, pour aller à l'attaque et reconstruire. Ce sont les gouvernements, les traîtres, ceux qui détruisent. On va reprendre ce qui nous

appartient, ce que nous avons nous-mêmes construit. Il faut s'organiser à l'échelle du pays (...).

**Depuis le 5 décembre, on a fait grève un paquet de jours, et on s'est retrouvé face à un mur. Comment surmonter cet obstacle ?**

Les gens ont répondu présent le 5 décembre. Les Gilets jaunes aussi le 17 novembre 2018. Mais on n'avait pas suffisamment d'organisation pour l'après-5 décembre. On peut s'organiser, il faut du temps. Pour que la grève dure plus d'une journée, et gagne, et avec des organisations syndicales qui soient combattantes et pas collaboratrices.

## cnrr.fr

pour tout contact : [cnrr2017@gmail.com](mailto:cnrr2017@gmail.com)

## JE M'ABONNE À **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

5 numéros "découverte" : 7 euros  12 numéros : 17 euros  4 mois (17 numéros) : 24 euros

6 mois (25 numéros) : 33 euros  1 an (51 numéros) : 65 euros  1 an, pli clos : 110 euros

12 numéros : 10 euros pour tout premier abonnement

Nom : ..... Prénom : .....

N° : ..... Nom de la voie : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.  
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.